



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE

N° 2026-8300-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la livraison et la fourniture de vêtements de travail, sous-vêtements et accessoires aux personnels ouvriers forestiers de la Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine de l'Office National des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine
100 Bd de la Salle
45760 Boigny sur Bionne

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Johanne PERTHUISOT, Directrice territoriale Centre Ouest Aquitaine, 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	3
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	3
1.4.	LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	3
1.5.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	3
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2.2.	PROCEDURE	4
2.3.	CLASSIFICATION CPV	4
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.1.1.	<i>Décomposition en lots.....</i>	<i>4</i>
3.1.2.	<i>Contenu de l'accord-cadre et délais de livraison.....</i>	<i>4</i>
3.1.3.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	<i>4</i>
3.1.4.	<i>Clause de non-exclusivité.....</i>	<i>4</i>
3.2.	MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
3.3.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES	5
3.4.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	5
3.4.1.	<i>Durée et prise d'effet du marché</i>	<i>5</i>
3.4.2.	<i>Localisation des prestations.....</i>	<i>5</i>
3.5.	SOUS-TRAITANCE	5
3.6.	PRESTATIONS SIMILAIRES	6
3.7.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
4	NATURE DES PRESTATIONS.....	6
5	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	7
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
6.1.	PASSATION DES COMMANDES ET STOCK DE SECURITE.....	7
6.1.1.	<i>Modalités d'établissement des commandes et délais de livraison</i>	<i>8</i>
6.1.2.	<i>Modification d'un bon de commande.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
6.1.3.	<i>Suspension d'un bon de commande.....</i>	<i>8</i>
6.1.4.	<i>Résiliation d'un bon de commande.....</i>	<i>8</i>
6.2.	LIVRAISON DES EQUIPEMENTS	8
6.3.	RECEPTION.....	9
6.4.	ECHANGES D'ARTICLES	9
6.5.	REMPLACEMENT DES EFFETS NON CONFORMES.....	9
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	9
7.1.	UNITE MONETAIRE	9
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	9
7.2.1.	<i>Nature des prix.....</i>	<i>9</i>
7.2.2.	<i>Contenu des prix.....</i>	<i>9</i>
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	9
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
7.4.1.	<i>Avance.....</i>	<i>10</i>
7.4.2.	<i>Acomptes.....</i>	<i>10</i>
7.4.3.	<i>Facturation</i>	<i>10</i>
7.4.4.	<i>Transmission des factures.....</i>	<i>11</i>
7.4.5.	<i>Paiement des sous-traitants</i>	<i>11</i>
7.4.6.	<i>Délai global de paiement.....</i>	<i>11</i>
7.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance.....</i>	<i>12</i>
8	PENALITES.....	12
8.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	12
8.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	12
9	DROIT, LANGUE.....	12
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	12
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	13
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	13
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	13
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	13

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est à 100, boulevard de la Salle BP 18 45760 Boigny-sur Bionne.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Johanne PERTHUISOT, Directrice territoriale Centre Ouest Aquitaine, 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

M. Sébastien DELION Responsable prévention Santé Sécurité au Travail 19 Boulevard Paixhans - CS 61325 - 72013 LE MANS Cedex 02 Tél : 02 43 24 44 70 - 06 25 34 74 68 sebastien.delion@onf.fr

1.4. Les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) est : Monsieur Augustin CHAUNU 100, boulevard de la Salle - 45760 Boigny-sur Bionne augustin.chaunu@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est : Mme Yamina KECHEROUD, Responsable territorial Achat Centre Ouest Aquitaine 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges – yamina.kecheroud@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est : M. Sébastien DELION, Responsable prévention Santé Sécurité au Travail 19 Boulevard Paixhans - CS 61325 - 72013 LE MANS Cedex 02 Tél : 02 43 24 44 70 - 06 25 34 74 68 sebastien.delion@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture de vêtements de travail, sous-vêtements et accessoires aux personnels ouvriers forestiers de la Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine de l'Office National des Forêts.

Les fournitures sont décrites dans l'annexe du CCAP « Descriptif des vêtements de travail, sous-vêtements et accessoires ».

S'agissant d'un marché portant sur le renouvellement des équipements suivant leur usure, leur obsolescence technique, leur détérioration, les quantités ne sont pas connues à l'avance.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS)

(approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

35113400-3	Vêtements de travail et de confort
------------	------------------------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

L'accord-cadre est alloté comme suit :

N° du Lot	Objet	Montant annuel estimé	Montant annuel maximum de commande	Lieux d'exécution
1	Vêtements de travail et sous-vêtements thermiques	40 000 €	100 000 €	Territoire DT COA
2	Accessoires	7 000 €	20 000 €	Territoire DT COA

3.1.2. Contenu de l'accord-cadre et délais de livraison

Les articles sont décrits dans l'annexe du cahier des clauses administratives particulières.

Les prix du marché sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires

Le candidat indique dans l'acte d'engagement le délai de livraison maximal qu'il s'engage à respecter. Le délai maximal de livraison ne devra pas dépasser 8 jours.

3.1.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.1.4. Clause de non-exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un autre fournisseur pour des articles prévus au marché dans les conditions suivantes :

- rupture de stock et produits non disponibles sous 8 jours ;
- modification du modèle prévu au bordereau des prix unitaires et à l'annexe du CCAP sans proposition de modèle équivalent par le titulaire ;
- arrêt de la fabrication d'un article sans proposition de modèle équivalent par le titulaire .

3.2. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre fait l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande dans le respect du bordereau des prix ;
- par remise en concurrence du titulaire lorsque les articles demandés ne sont pas prévus au bordereau des prix unitaires.

3.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à six mois maximum.

3.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Le titulaire de l'accord-cadre sera remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer ou non chaque marché subséquent au titulaire en se référant au prix proposé, sans autre justification.

3.4.1. Durée et prise d'effet du marché

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 4 (quatre) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

3.4.2. Localisation des prestations

Les articles seront livrés sur différents sur les territoires suivants : régions Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire, Auvergne/Limousin et Nouvelle Aquitaine.

3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.7. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées, mais non obligatoires. Ces dernières devront être expressément acceptées par le pouvoir adjudicateur.

3.8. Fournitures non prévues

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces fournitures ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles fournitures pourront être commandées par l'émission de bons de commande, qui pourront servir de base à la facturation d'autres fournitures futures similaires.

Le BPU sera modifié en conséquence.

3.9. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du nombre total des lignes du BPU pour la durée du marché et dans le respect des montants maximums du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix, dans le respect du code de la commande publique.

4 NATURE DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché devra prendre en charge :

- La fourniture des articles décrits à l'annexe du cahier des clauses particulières ;
- L'approvisionnement, le conditionnement des effets, les emballages,
- L'expédition, les frais de transport sur les différents sites (sites de livraison en régions Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire et Nouvelle Aquitaine et Auvergne – Limousin, Allier, mentionnés sur les bons de commandes) avec prises de rendez-vous, les manutentions, les frais d'assurance de la marchandise pendant le transport, ainsi que les frais de retour des effets défectueux à remplacer ;
- Les frais inhérents aux échanges.

Tous les équipements devront être accompagnés d'une notice d'entretien en langue française et de leur certificat de conformité aux normes CE.

En cas de rupture de stock sur un article issu d'une commande, le titulaire adressera les articles disponibles sans attendre le réassort des articles en rupture.

Dans le cas d'un article dont la fabrication est interrompue, le titulaire proposera un modèle équivalent au même tarif que l'article concerné (dont la fabrication est interrompue). Si l'une de ces deux solutions ne peut être mise en œuvre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un autre fournisseur pour le produit concerné conformément à l'article 2.1.1 du présent CCAP.

Chaque année, au mois de décembre, le titulaire du marché établira un catalogue particulier des équipements sélectionnés sur la base de l'annexe au CCAP avec :

- Les photos couleurs
- Les références précises
- Les spécificités
- Les tailles
- Les prix HT à l'unité ou par conditionnement
- Un tableau récapitulatif des éléments précités comme support pour les commandes.

Ce catalogue devra être diffusé au 1^{er} janvier de l'année N.

Ce document devra être exploitable par l'ONF sur support informatique Excel et édition couleur. Le catalogue intégrera le bon de commande. Le bon de commande sera structuré sur la base du BPU en indiquant chaque article et leur désignation en les classant par lot ; le bon de commande comprendra une ligne taille, quantité et prix pour chaque article du BPU.

Le projet de catalogue sera validé par l'ONF.

Le titulaire établira un bilan annuel en février de l'année N pour les commandes de janvier à décembre de l'année N-1 par article, zone géographique et centre de coût. Exemple : le titulaire établira en février 2028 un bilan annuel des commandes de janvier à décembre 2027.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement incluant l'engagement du candidat sur le délai maximum de livraison;
- le bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières valant clauses administratives et clauses techniques ;
- l'annexe au cahier des clauses particulières intitulée « Descriptif des vêtements de travail, sous-vêtements et accessoires »
- le C.C.A.G. applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021, non joint au présent dossier de consultation mais réputé connu par les candidats. Il est téléchargeable sur le site du ministère des Finances à l'adresse : http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/cahi_clau_2.html

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus énumérées, est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Passation des commandes et stock de sécurité

Les commandes seront passées par les personnes habilitées de la Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine sous forme d'un bon de commande. Le titulaire du marché devra mettre à disposition de l'ONF un bon de commande électronique.

De manière générale, les services effectueront une commande générale et compléteront en cours d'année par des commandes ponctuelles.

Pour permettre d'assurer les délais de livraison, le ou les titulaires des différents lots concernés s'engagent à conserver dans leurs stocks un nombre minimum d'effets. Ce nombre est laissé à l'appréciation du prestataire. Les candidats préciseront dans leur offre le stock tampon qu'ils s'engagent à mettre en place. L'O.N.F. se réserve le droit de vérifier chez le fournisseur l'existence de ce stock de garantie. L'O.N.F. ne

saurait être considéré comme propriétaire de ce stock et dégage toute responsabilité en cas de vol, dégradation, changement de normes, etc.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande.

Les bons de commande sont adressés par courrier ou courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

6.1.1. Modalités d'établissement des commandes et délais de livraison

Pendant la durée du marché il sera passé autant de commandes que de besoin par les services. Chaque commande sera adressée au titulaire du marché sous forme d'un bon de commande validé par le représentant de l'O.N.F.

Les bons de commande préciseront :

Les références, les quantités et les tailles des articles à livrer ;

Le service destinataire, l'adresse de livraison et le montant indicatif.

Le délai de livraison par bon de commande sera celui sur lequel s'est engagé le titulaire du marché. Seuls les bons de commande transmis par les représentants de l'O.N.F. pourront être honorés par le titulaire.

6.1.2. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

6.1.3. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.2. Livraison des équipements

La livraison des équipements sera faite à l'adresse précisée sur le bon de commande dans les conditions fixées aux articles 20.1 et 20.2 du C.C.A.G. Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué sur le bon de commande sera considérée comme ne pouvant être réceptionnée.

Le titulaire préviendra par téléphone 2 heures avant la livraison des articles.

Le titulaire proposera une liste de relais colis permettant une livraison plus large et simple des articles.

6.3. Réception

Des vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées par le responsable du service destinataire au moment même de la livraison, conformément au chapitre 5 du C.C.A.G.

Il s'assurera notamment que les vêtements et équipements sont conformes à la commande, n'ont pas été détériorés au cours du transport et correspondent aux caractéristiques de références, de normes techniques et de conformité figurant au présent marché

6.4. Echanges d'articles

Les échanges seront possibles pour résoudre les éventuels problèmes de taille imputables aux personnels, l'O.N.F. prenant alors en charge les frais d'expédition des articles retournés. Par contre l'envoi des nouveaux articles, consécutif à l'échange, sera effectué par le titulaire franco de port et d'emballage.

6.5. Remplacement des effets non conformes

Les vêtements et équipements non conformes à la commande, détériorés ou ne répondant pas aux caractéristiques de référence seront renvoyés au fournisseur par les services récepteurs, en port dû, dans un délai d'un mois. Les effets de remplacement seront renvoyés par le fournisseur, en port payé par ce dernier, dans les délais prévus à l'article 12.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont unitaires, fermes et définitifs pour la durée du marché. Les prix indiqués au bordereau des prix unitaires sont exprimés hors T.V.A. Ils ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Les prix doivent être établis en tenant compte de l'ensemble des éléments fournis dans les documents constitutifs du marché, sans qu'aucun supplément ni aucune prestation ne soit à la charge de l'O.N.F.

Dans tous les cas, les livraisons s'entendent franco de port.

7.3. Variation dans les prix

Les prix du BPU sont révisés au cours du marché une fois par an, entre le 20 novembre et le 10 décembre de l'année N-1, selon les modalités ci-après. Les prix révisés seront applicables au 1^{er} janvier de l'année N..

Le calcul de la révision de prix s'effectue en fonction de la variation de l'indice INSEE Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Produits manufacturés : Habillement et chaussures – série 001764291 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/001764291>) et selon la formule suivante :

$$Pr = Pi \times [0,3 + (0,7 \times \ln/Io)]$$

Dans laquelle

Pr : Prix révisé

Pi : Prix initial du marché tel que remis dans l'offre du titulaire

Io : Valeur de l'indice du mois de la notification

In : Valeur de l'indice du mois de la notification de l'année en cours d'exécution du marché

Les coefficients de révision seront calculés à deux décimales, la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure si le chiffre suivant obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

Le prix résultant sera calculé à deux décimales, la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure si le chiffre suivant obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Aucune avance ne pourra être accordée au titulaire.

7.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.4.3. Facturation

La facturation sera établie de façon mensuelle à destination de l'entité de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine Pôle Budget 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges. Une facture unique sera déposée sur Chorus Pro avec une répartition détaillée par structure selon le lot. La liste des structures de la DT COA sera communiquée au titulaire le mois de la notification.

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : (n° en 46xxxx communiqué au moment de la notification) ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 6620431160xxxx
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

8.1. Modalités de mise en œuvre

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé du fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable et par jour calendaire de retard, des pénalités calculées suivant la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 200$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité.

V = valeur Hors Taxes des fournitures présentées en retard ou valeur Hors taxes égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours calendaires de retard.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G., les pénalités sont dues dans tous les cas, y compris lorsqu'elles ne dépassent pas 300 € H.T. Le montant des pénalités devra être indiqué sur la ou les factures produites par le titulaire et en être déduit.

8.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

Dérogations au CCAG FCS

Article CCAP	Objet	Article CCAG FCS	Objet
8.1	pénalités	14	pénalités